

JUSTICE

DES MILITANTS ANTIPUB EN GARDE À VUE

Un barbouillage qui tourne mal. Ce week-end, six membres du Collectif antipub des déboulonneurs ont passé vingt heures en garde à vue au commissariat du 8^e. Samedi après-midi, ils avaient inscrit des slogans sur trois panneaux de l'afficheur Avenir (groupe JCDecaux), boulevard Rochechouart (19^e).

Parmi les formules choisies : « Vitrine du mensonge » ; « Légitime réponse » ou encore « Violence économique ». Le collectif, qui organise chaque mois ce type d'actions de désobéissance civile pour dénoncer l'affichage géant, s'est indigné hier : « En 34 actions menées depuis novembre 2005, c'est la première fois que des barbouilleurs ne sont pas relâchés par la police à l'issue des quatre heures réglementaires d'interpellation. » Les Déboulonneurs disaient ignorer, hier soir encore, le motif de la rétention des six barbouilleurs. Selon une source policière, une enquête préliminaire pour « dégradation » a été ouverte sur instruction du parquet. ■

Six "antipubs" en garde à vue

MOBILISATION. Six membres du collectif des Déboulonneurs ont été placés en garde à vue, samedi après-midi, après une action menée au niveau du 53, boulevard de Rochechouart (IX^e). Selon le collectif, ils ont inscrit les slogans "Vitrine du mensonge", "Violence économique" ou encore "Légitime réponse" sur trois panneaux publicitaires avant d'être emmenés au commissariat du XVIII^e. Ils ont passé la nuit au poste de police, avant d'être relâchés, hier en début d'après-midi. Les Déboulonneurs indiquent que c'est la première fois, à Paris, que des militants du collectif restent plus de quatre heures au poste.

V.M